

Agricultrice et ancienne présidente de la Chambre d'Agriculture de la Drôme, Anne-Claire Vial préside Arvalis-Institut du Végétal, organisme de recherche appliquée dédié aux grandes cultures. Elle siège par ailleurs au Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE) et préside le think tank Sol et Civilisations. Membre d'IAGF depuis 2017, elle nous livre son analyse de la crise du COVID-19 à travers le prisme de l'agriculture. La crise sanitaire va-t-elle se conjuguer à une crise alimentaire ? Un fait est déjà certain pour Anne-Claire Vial : cette crise nous amène à redécouvrir les enjeux stratégiques de l'agriculture et de l'alimentation pour notre sécurité et notre souveraineté.



Que nous dit cette crise du COVID-19 sur le fonctionnement de nos modèles agricoles et sur nos comportements alimentaires ?

Dès les premiers jours de la crise et de l'annonce d'un confinement, la demande s'est profondément transformée et les exigences des consommateurs aussi. Nous observons partout des achats irrationnels par peur de manquer ainsi qu'une modification du type d'aliment. Les Français achètent en quantité riz, pâtes, conserves, farine. La consommation de steaks hachés congelés bondit de 75% alors que celle de la viande baisse de 30% ; il y a un effondrement de la consommation de fruits et légumes ainsi que du fromage, à l'exception de ceux préemballés.

Très vite, des sujets de logistiques apparaissent. D'abord parce que les lieux de consommation changent. Une enquête de 2018 a montré que 18% des repas des européens sont pris hors domicile. En France, la restauration hors foyer et les cantines qui représentent plus de 50% des débouchés, s'arrêtent. Selon le cabinet IRI, dans les six semaines qui suivent le 16 mars, ce sont 606 millions de repas qui vont être reportés pour 70% vers les grandes surfaces et 30% vers les circuits alimentaires de proximité. On mesure bien que les circuits de livraison de la restauration hors foyer ne sont pas ceux des autres lieux

d'approvisionnement. Et à cela s'ajoutent des salariés absents pour maladie ou exerçant leur droit de retrait face à l'absence de mesures de protection mises en place. Cet engrenage à trois effets délétères :

- Des rayons vides car non approvisionnés qui entretiennent une peur de manquer infondée,
- Des récoltes abandonnées faute de débouchés,
- Un gaspillage alimentaire augmenté.

La fermeture des frontières, y compris avec nos voisins, ne permet plus aux denrées de circuler librement, ni aux hommes. On découvre alors que partout dans le monde le salariat agricole est en partie sous-traité dans d'autres régions du pays ou à l'étranger.

Enfin, de grands pays exportateurs décident de restreindre ou d'interdire l'export.



Quelles sont les conséquences concrètes de ces changements ?

L'accès aux denrées de base est au cœur des préoccupations ainsi que le sujet de leurs prix alors qu'une crise économique sans précédent s'installe. Un nombre croissant de populations épuise leurs réserves de nourriture en raison du confinement et les difficultés du commerce local ou international font craindre une absence de réapprovisionnement.

Très tôt les organisations internationales alertent que l'épidémie est une menace pour la sécurité alimentaire alors qu'à l'échelle mondiale, la dernière récolte de céréales est excellente, dépassant pour la première fois 2 700 millions de tonnes. En effet, même si le commerce mondial est inférieur à 10% de la collecte, il est stratégique. Selon Arit Husain, économiste en chef du Programme Alimentaire Mondial, *« chaque année les échanges de riz, soja, maïs et blé permettent de nourrir 2,8 milliards de personnes dans le monde, dont 212 millions en insécurité alimentaire chronique et 95 millions en insécurité grave »*.

D'après l'International Trade Center, fin avril, 88 pays ont déjà mis en place des restrictions aux exportations alimentaires. Ainsi la Russie, 1^{er} exportateur mondial de blé, limite son exportation de céréales jusqu'au 1^{er} juillet, suivi par l'Ukraine, 2^{ème} exportateur de céréales, puis par le Kazakhstan. De même l'Inde, 1^{er} exportateur de riz et le Vietnam ont suspendu depuis le 24 mars toute nouvelle demande d'exportation, suivis par le Cambodge et le Myanmar. Selon Sébastien Abis, Directeur du think tank Demeter, sur les 50 millions de tonnes de riz échangés sur la planète, un tiers est destiné à l'Afrique subsaharienne, pays où les productions locales ne couvrent pas les besoins. En Amérique Latine, où de grands pays exportateurs sont présents, l'approvisionnement des ports est compliqué. C'est pourquoi le 21 avril, les ministres de l'agriculture du G20 se sont engagés à coopérer.

Les organisations internationales s'inquiètent aussi des conséquences de l'entrave de la circulation des travailleurs agricoles. En Europe, les fermetures de frontières ont immobilisé des centaines de milliers de saisonniers de l'Est, indispensables aux récoltes dans tous les pays de l'Union européenne. En France, dans l'incrédulité générale, le Ministre de l'agriculture a fait appel aux volontaires immobilisés par la crise du Covid-19. C'est plus de 250 000 personnes qui ont postulé sur la plateforme *“des bras pour ton assiette”*. Mais la difficulté des tâches et l'absence de formation ne permet pas de valoriser tous ces volontaires.

En Italie, 2^{ème} pays producteur de fruits et légumes de l'Union européenne, 50% des récoltes pourraient être abandonnées faute de ramasseurs. A la demande du principal syndicat agricole, soutenu par les Ministres de l'intérieur et de l'agriculture, 200 000 sans-papiers sont régularisés.

Enfin selon la Banque mondiale le 22 avril, les pays en voie de développement vont devoir supporter le tarissement des transferts d'argent des immigrés vers leur pays d'origine évalué à 554 milliards de dollars en 2019.

« Derrière cette partie visible, n'oublions pas qu'il y a des agriculteurs dont l'activité est en sursis »

Derrière cette partie visible, n'oublions pas qu'il y a des agriculteurs dont l'activité est en sursis. Quelques exemples : la désorganisation des marchés laitiers imputable à une modification de la demande maintient la filière en crise dans tous les grands bassins de production mondiaux avec une baisse brutale des prix, amenant parfois les éleveurs à jeter leur lait. Sans la restauration, les filières volaille et canard sous signe officiel de qualité perdent 40 à 80% de leurs débouchés. Ou encore aux USA, des millions de porcs, bœufs ou poulets vont être tués, détruits par leurs producteurs, faute de capacité de traitement dans les 2 700 abattoirs suite à la contamination de leurs salariés par le Covid-19 et leur fermeture.

Quant à l'Inde, les pertes de récoltes sont avérées, les ouvriers agricoles étant retournés pour le confinement dans leurs villages d'origine, faisant défaut aux Etats agricoles comme le Penjab, l'Haryana et l'Uttar Pradesh. Et là où une agriculture vivrière est présente, c'est le manque d'accès aux semences et aux marchés ou la météo qui mettent en péril l'activité agricole.

Quels sont les premiers enseignements de cette crise ?

Du jour au lendemain cette crise nous donne à voir comment la belle mécanique d'une alimentation mondialisée se bloque. Nous sommes interdépendants pour le pire comme pour le meilleur et cette interdépendance est finalement peu gérée. **La souveraineté alimentaire doit être une priorité de premier plan. Beaucoup l'avait oublié ou instrumentalisé comme un enfermement, ce qu'elle n'est pas.**



Les chaînes d'approvisionnement alimentaire mondiales sont complexes et incluent par exemple ces producteurs de choux en Ouganda. Crédit : FAO

La réponse passe par une territorialisation de l'acte de production. Il faut construire des politiques agricoles dans toutes les régions du monde pour maintenir des agriculteurs et leur permettre de vivre de leur métier. Le premier bénéficiaire de ces politiques est toujours, au final, le consommateur qui dispose ainsi d'aliments de qualité en proximité ! Là où le climat le permet, l'agriculture locale doit être diversifiée.

« Du jour au lendemain cette crise nous donne à voir comment la belle mécanique d'une alimentation mondialisée se bloque »

Tout ce qui peut être produit localement doit l'être. De fait, en cette période de confinement, les magasins de proximité, drive, marchés forains, magasins de producteurs et vente à la ferme explosent. L'e-commerce alimentaire aussi. Cette tendance d'achats en local engendre un système vertueux et séduisant en termes de lien social entre producteurs et consommateurs. Mais selon Bruno Parmentier, économiste, ils ne suffiront pas à nourrir de grandes métropoles qui nécessitent des organisations très structurées. Ainsi, cite le chercheur, pour nourrir les 12 millions d'habitants d'Ile de France (soit l'aire urbaine de Paris), il faut amener quotidiennement près de 20 000 tonnes de nourriture, et par exemple 8 millions d'œufs par jour. Par conséquent, les circuits d'approvisionnement doivent rester diversifiés et satisfaire ainsi tous les types de consommateurs. Il faut des organisations de proximité capables de piloter la résilience alimentaire des territoires.

Cette tendance locavore ne doit pas nous faire oublier que certaines régions du monde restent déficitaires en produits essentiels. Il faut aussi sécuriser des échanges multilatéraux. Ainsi le pacte signé le 26 mars dernier par le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Chili, la Birmanie, Brunei et Singapour visant à faciliter les flux de marchandises essentielles. C'est pourquoi Sébastien Abis plaide pour une souveraineté alimentaire solidaire : *« des pays du bassin méditerranéen et des pays africains ont besoin de trouver semences, céréales, lait sur les marchés internationaux ».*

Enfin, Pascale Hebel, directrice du pôle consommation du Credoc, nous alerte déjà sur la baisse potentielle de pouvoir d'achat face à la crise. De fait, le droit à l'alimentation pour tous doit être réévalué, même dans nos sociétés à plus fort pouvoir d'achat qui n'empêchent pas les laissés pour compte d'exister. Le ministère

français de la solidarité et de la santé prévoit à ce jour un bond de 45% des bénéficiaires de l'aide alimentaire.

Rien de ce qui vient d'être dit n'était ignoré avant la crise mais délibérément enfouis face à des enjeux jugés bien plus « innovants » ! **Ce qui peut changer aujourd'hui, c'est l'approche du sujet et l'appropriation qui en est faite par tous.** En premier lieu, cette crise nous donne à voir l'inventivité et l'adaptation d'individus, d'associations, d'acteurs locaux pour faire face aux manques et aux défis. La mobilisation de citoyens partout dans le monde peut localement bouger les lignes. Enfin, dans le domaine agricole, il faut sortir d'une vision utopiste de la nature et construire une agroécologie pragmatique. L'approche multisectorielle de l'OMS "un monde, une santé" (*One Health*) prend tout son sens avec cette pandémie. La FAO avait justement prévu que 2020 soit l'année de la santé des plantes. Les résultats en matière de santé publique dépendent de la lutte contre les zoonoses, de la sécurité sanitaire des aliments et de la lutte

contre les résistances aux antibiotiques. Ils demandent la mise en œuvre de politiques, de recherches, de législations coordonnées et transversales.

« Nous vivons peut-être la fin de l'hypermondialisation. Nous pouvons espérer entrer dans une phase plus responsable »

Nous vivons peut-être la fin de l'hypermondialisation. Nous pouvons espérer entrer dans une phase plus responsable. Le défi alimentaire est à la fois local et global. Cette crise nous le rappelle dramatiquement, ainsi que l'interdépendance de toutes les dimensions du développement durable : sanitaire, économique, sociale et environnementale. Sa résolution sera aussi une façon d'habiter la planète et d'être ensemble à l'avenir.



Crédit photo : Camille Moirenc